Quatre mois après la révolte de mai, les Palestiniens persécutés au quotidien

10 août 2021

La Palestine vit actuellement une fausse période de calme. Pas une journée sans que les Palestiniens et Palestiniennes ne soient victimes des violences et persécutions du pouvoir israélien (armée, justice…) et des colons.

Après la révolte palestinienne du mois de mai, très durement réprimée et marquée par des milliers d'arrestations (dont 2000 Palestiniens d'Israël) et d'emprisonnements, 256 morts à Gaza dont 66 enfants, les destructions, les expulsions… l'oppression des Palestiniens continue dans le quasi-silence de la communauté internationale.

Les agressions quotidiennes sont passées inaperçues par rapport aux révélations entourant le logiciel

Pegasus vendu par NSO, entreprise israélienne, et à l'arrêt de la vente des glaces Ben & Jerry's dans les colonies. Pourtant, les révélations entourant Pegasus et la décision de la marque américaine de crèmes glacées ont un lien évident avec l'oppression coloniale. Ainsi les techniques de renseignement numérique utilisées par le logiciel Pegasus ont été expérimentées par l'armée et le renseignement israélien sur les Palestiniens, surveillés et contrôlés dans les moindres détails avant l'exportation du logiciel espion par NSO. Et Ben & Jerry's met fin à ses ventes de glaces pour respecter les droits humains bafoués par l'occupation et la colonisation.

Des actes graves passés inaperçus

Le 7 juillet l'armée israélienne a arrêté Shatha Odeh, 60 ans, chez elle à Ramallah. Directrice des Health Work Committees (HWC), importante ONG de santé agissant entre autres contre le Covid, Mme Odeh est aussi présidente du réseau des ONG palestiniennes (Palestinian NGO Network – PNGO) et membre du Conseil de pilotage mondial du Mouvement pour la santé du peuple (MSP). Depuis lors, le docteur Odeh a été déportée en Israël dans une prison où sa santé fragile est menacée. Les locaux des HWC ont été vandalisés et fermés par l'armée d'occupation pour six mois. Amnesty International a dénoncé les « conséquences catastrophiques pour les besoins de santé des Palestiniens dans l'ensemble des Territoires palestiniens occupés ». Ce même 7 juillet , l'armée d'occupation a détruit pour la septième fois les 30 structures de la communauté bédouine de Humsa Al-Baqaia, dans le nord de la Cisjordanie, où vivaient 42 Palestiniens dont 24 enfants

Le 15 juillet Israël a signé un ordre de fermeture de la Maison d'Orient, de la Chambre de commerce de Jérusalem-Est, du Centre des études palestiniennes, du Bureau des études sociales et statistiques et du Club des prisonniers palestiniens. Certaines de ces structures avaient déjà été fermées en 2001. En 2021 le gouverneur palestinien de Jérusalem a été emprisonné à plusieurs reprises par Israël, puissance occupante, qui souligne ainsi qu'elle ne tolère aucune présence politique palestinienne même symbolique à Jérusalem-Est. La Civic Coalition for Palestinian Rights in Jérusalem (CCPRJ) a interpellé la communauté internationale sur ces attaques et fermetures en territoire occupé contraires aux conventions de Genève et au droit international.

Le 21 juillet une lettre ouverte d'Américains, Européens et autres ressortissants étrangers a été publié pour protester car Israël ne délivre pas les autorisations d'entrée, le renouvellement des visas, et les autorisations permanentes de résidence pour les époux(ses) de Palestinien(ne)s vivants dans les territoires occupés. Environ 30 000 familles palestiniennes sont concernées. Le même jour Khalida Jarrar, députée et militante féministe prisonnière politique depuis deux ans – elle avait déjà été détenue – n'a pas eu l'autorisation d'assister aux funérailles de sa fille.

Le 29 juillet à El Bireh l'armée d'occupation a forcé les locaux et confisqué les ordinateurs, disques durs et dossiers de Defense Children International (DCI), une ONG reconnue pour son travail de défense des enfants palestiniens détenus par Israël, qui documente les mauvais traitements et tortures qu'ils subissent. Aucun document n'a été laissé par l'armée israélienne pour indiquer la raison de ce raid.

Les prisonniers dont certains sont en grève de la faim, ont été brutalisés. A la même date, l'armée israélienne a attaqué le cortège funéraire de Mohamed al-Alami, un enfant de 12 ans qu'elle avait assassiné le 28 à Beit Omar (sud de la Cisjordanie occupée), a tué un jeune de 20 ans et blessé des dizaines d'autres Palestiniens. En deux mois, huit habitants de ce secteur ont été assassinés par Israël du fait de leur résistance.

Le 3 août 2021, après quatre semaines de détention, un tribunal militaire a entendu les accusations présentées contre Layan Nasir, une étudiante palestinienne de 21 ans, pour son appartenance présumée à une organisation étudiante interdite par les autorités d'occupation israéliennes.

Plus généralement, de nombreux raids et assauts ont été effectués sur des institutions et associations de la société civile palestinienne, comme le 3 août, lorsque Qutaiba Odeh, le président de l'association Al Bustan à Silwan (Jérusalem-Est), a été arrêté et les ordinateurs et dossiers de l'association confisqués.

Parallèlement, les destructions d'habitations et d'oliveraies se poursuivent. Le 28 juillet, 211 personnes qui manifestaient contre la colonisation ont été blessés dans le village de Beita. La population de Gaza, toujours sous blocus, est frappée par l'insécurité, notamment sanitaire et alimentaire. Le harcèlement des palestiniens de Sheikh Jarrah à jérusalem-Est continue : la Cour suprême Israélienne a proposé aux familles palestiniennes de payer un loyer aux colons. La liste est longue, très longue. Et elle s'allongera tant qu'Israël continuera de bénéficier d'une impunité totale et permanente.

A l'oppression israélienne s'ajoute la répression exercée par l'Autorité palestinienne à l'encontre de journalistes et d'opposants comme Nizar Banat, décédé le 24 juin sous les coups des services de sécurité.

Crédit photo : Jérusalem-Est / Ronan Shenhav / Flickr Creative Commons

- Emplacement : Vous êtes ici : Accueil > S'informer > Actualités >
- Adresse de cet article : https://plateforme-palestine.org/Quatre-mois-apres-la-revolte-de-mai-les-Palestiniens-persecutes-au-quotidien